

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 30 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCAPNOR**

ZAE - Chemin du Bac des Aubins  
95820 Bruyères-sur-Oise

Références : UD95 – 2024 – 341  
Code AIOT : 0006505558  
Hélios : 60956

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement SCAPNOR implanté ZAE - Chemin du Bac des Aubins 95820 Bruyères-sur-Oise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ([www.georisques.gouv.fr/](http://www.georisques.gouv.fr/)).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée afin de vérifier si les échéances arrivées à terme des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 27 juillet 2023 et du 7 décembre 2023 sont respectées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAPNOR
- ZAE - Chemin du Bac des Aubins 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006505558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCAPNOR est la centrale d'achat et d'approvisionnement des magasins E. Leclerc de la zone géographique Île-de-France/Nord. Elle exploite une plateforme logistique.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suivi des non-conformités des inspections précédentes

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
1	Respect des quantités maximales autorisées de	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
	produits dangereux			
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende
3	Stockage des produits dangereux (Aérosols)	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.3.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende
4	Détection cellule ammoniac	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte, Amende

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.  
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des quantités maximales autorisées de produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/02/2017, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Respect des quantités maximales autorisées de produits dangereux

Prescription contrôlée :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité du site actualisée	Régime
1510-1	Entrepôts couverts : stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t 1 - Le volume étant supérieur à 300 000 m³.	Volume de stockage : 922 439 m³ Quantité maximale : 34 227 t	A
1511 - 3	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3 - Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³.	Cellule 2 : 10 662 m³ Cellule 3 : 7 992 m³ Cellule 4 : 6 336 m³ Cellule 5 : 9 700 m³ soit un volume total de 34 680 m³ Deux chaudières d'une puissance thermique unitaire de 1 400 kW	DC
2910	Installation de combustion, la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 2 MW.	Puissance thermique totale : 2,8 MW	DC
4755-3	Stockage des alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs. Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %, susceptible d'être présente est : 3 - Supérieure ou égale à 50 m³ mais inférieure à 500 m³	Quantité totale : 340 m³	DC
4802-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg	Quantité maximale stockée : 6,927 t	DC
1450	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques : 2) Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 t	Quantité maximale stockée = 950 kg	D

1532-3	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³	3 zones de stockage de palettes pour un volume total maximal de 7 300 m³	D
2925	Atelier de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale : 456 kW	D
1630	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) B. - Emploi ou stockage de lessives de. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	Quantité maximale stockée : 5,35 t	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant inférieur à 500 m³	Volume annuel de gasoil distribué : 30 m³ soit m³ équivalent	NC
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité totale : 7,6 t	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Quantité maximale stockée : 10,85 t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 2 ou chronique 2	Quantité maximale stockée 2,72 t	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 t au total	-2 cuves de gasoil double paroi enterrées de 50 m³ - quantité maximale de liquides inflammables dans les cellules dédiées et quantité maximale de liquides inflammables contenues dans les aérosols Quantité totale : 24 t	NC
4735	Ammoniac (emploi ou stockage de f) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 150 kg	2 cuves de 42 kg soit 84 kg pour l'alimentation des groupes froids	NC
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	Quantité maximale stockée < 50 t	NC

### Constats :

Par courrier du 9 avril 2024, l'exploitant a transmis un document visant à répondre aux prescriptions relatives à l'état des stocks. Ce courrier indique que l'état des stocks est celui de la semaine 14. L'état des stocks comprend notamment un tableau indiquant par cellule de stockage la quantité de produits stockés par rubrique ICPE.

L'état des stocks de la semaine 14 transmis par courrier du 9 avril 2024 indique que les quantités de matière sont par rubrique :

1510 (stockages de matières combustibles) : 15 096 tonnes de marchandises et 762 tonnes de marchandises en cellule frigorifique pour une quantité autorisée de 34 227 tonnes

1436 (liquides combustibles - 60 °C < PE < 93°C) : 42,54 tonnes pour un seuil de la déclaration de 100 tonnes

**1630 (soude) : 6,72 tonnes pour une quantité maximale autorisée dans l'arrêté du 21 février 2017 de 5,35 tonnes**

4320 (aérosols extrêmement inflammables) : 60 kg pour une quantité autorisée de 7,6 tonnes

4331 (liquides inflammables de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie) : 15,83 tonnes pour un seuil de déclaration de 50 tonnes

4440 (solides comburants) : 1,04 tonnes pour un seuil de déclaration de 2 tonnes

**4510 (écotoxique cat 1) : 50,92 tonnes pour une quantité autorisée de 10,85 tonnes**

**4511 (écotoxique cat 2) : 15,48 tonnes pour une quantité autorisée de 2,72 tonnes**

**4741 (hypochlorite de sodium) : 25,71 tonnes pour un seuil de déclaration de 20 tonnes**

**1450 (solide inflammable) : 1,32 tonnes pour une quantité autorisée dans l'arrêté du 21 février 2017 de 950 kg et un seuil de l'autorisation d'une tonne.**

Par courrier du 9 avril 2024, l'exploitant indique notamment avoir mandaté l'APAVE pour la réalisation d'un bilan de classement ICPE du site (bon de commande joint au courrier).

**Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.2.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017, les quantités de matières stockées dépassent les quantités maximales autorisées pour plusieurs produits dangereux (rubriques 1630, 4510 et 4511). L'exploitant dépasse également le seuil de la déclaration de la rubrique 4741 sans être déclaré. Enfin, l'exploitant dépasse le seuil de l'autorisation au titre de la rubrique 1450 sans disposer d'une autorisation au titre de cette rubrique.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

### **Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 décembre 2023 :**

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé.

L'exploitant devra démontrer qu'il a mis en œuvre les dispositions nécessaires pour disposer d'un état des stocks répondant aux objectifs de l'article 1.4 de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé.



### Constats :

Par courrier du 9 avril 2024, l'exploitant a transmis un document visant à répondre aux prescriptions relatives à l'état des stocks. Le courrier du 9 avril 2024 indique que l'état des stocks est celui de la semaine 14. Ce document est composé d'un plan du site et de deux tableaux.

Le plan du site présente à l'aide de photos les types de stockages présents dans l'entrepôt (stockage en racks, stockage automatisé...).

L'état des stocks comprend deux tableaux :

- un premier tableau indiquant par cellule de stockage la quantité de produits stockés par rubrique ICPE
- un second tableau indiquant par cellule de stockage la quantité de produits stockés par catégorie.

Au jour de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant s'il dispose d'un état des stocks mis à jour depuis celui transmis par courrier. L'exploitant a indiqué que l'état des stocks date du jour de l'envoi du courrier du 9 avril 2024 (permettant d'en faire un état des stocks hebdomadaire au jour de l'inspection). Toutefois, l'inspection a constaté après l'inspection que le courrier précise que cet état des stocks est celui de la semaine 14. L'inspection a été réalisée en semaine 16.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la réalisation de l'état des stocks n'est pas automatisée et qu'il lui faut alors plus de deux heures pour réaliser cet état des stocks.

Le format de l'état des stocks répond globalement aux dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Des améliorations peuvent être apportées notamment pour la lisibilité du second tableau, l'information des pompiers sur les activités connexes...

**Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 et contrairement à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 décembre 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks mis à jour de manière quotidienne pour les produits dangereux et mis à jour hebdomadairement pour les autres matières. Ce point de la mise en demeure n'est pas respecté, alors que le délai est échu.**

**Observation :** L'exploitant doit améliorer son état des stocks. Un second plan pourrait être produit afin d'identifier les utilités du site, les stockages de produits dangereux... L'inspection demande à l'exploitant de s'appuyer sur le courrier du 8 janvier 2024 co-signé par l'inspection et le SDIS95. Par ailleurs, dans la liste des produits, l'inspection demande à l'exploitant de regrouper certains produits par catégorie. L'exploitant peut par exemple regrouper les alcools blancs avec le whisky, les eaux plates avec les eaux gazeuses et les boissons non alcoolisées en général.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte, Amende

### N° 3 : Stockage des produits dangereux (Aérosols)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des produits dangereux (Aérosols)
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Des dispositions de stockage particulières sont mises en place telles que : <ul style="list-style-type: none"><li>• une enveloppe grillagée suffisamment résistante et de maille suffisamment petite (dimension minimale : fil de 4 mm et maille de 50 mm) pour contenir les projectiles liés à l'explosion de flacons d'aérosols pendant les premières minutes d'un incendie éventuel</li><li>• ou le stockage dans une cellule spécifique aux aérosols avec mur coupe-feu.</li></ul> <p>-----</p> <b>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2023 :</b> Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société SCAPNOR implantée sur le territoire de la commune de Bruyères-sur-Oise, Chemin du Bac des Aubins, est mise en demeure de respecter, <b>dans un délai de huit mois à compter de la date de notification du présent arrêté</b> , les dispositions de l'article 7.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 précité en assurant un stockage adapté des aérosols inflammables.
<b>Constats :</b>  Suite au premier constat de non-conformité en 2022 sur ce sujet des modalités de stockage des aérosols, au cours du temps, plusieurs solutions ont été présentées par l'exploitant pour la remise en conformité de son stockage d'aérosols. Lors de l'inspection du 9 mai 2023, l'exploitant envisageait la réalisation d'une cellule dédiée. Lors de l'inspection du 16 août 2023, l'exploitant indiquait que le stockage d'aérosols allait être réalisé dans un autre entrepôt. Le courrier du 9 avril 2024 n'abordait pas le sujet du stockage d'aérosols. Toutefois l'état des stocks transmis par ce courrier identifie un stockage de 60 kg d'aérosols dans la cellule 1. Lors de l'inspection du 16 avril 2024, l'exploitant a indiqué que les aérosols ne sont plus stockés dans l'entrepôt. Il précise que les seuls aérosols présents sont des produits en transit (reçus et très rapidement renvoyés en magasin). Le guide entrepôt de la DGPR de février 2023 indique en fiche V.8 relative aux matières dangereuses : <i>"En particulier, si les zones de préparation de commandes ou de réception sont situées à l'intérieur d'une cellule de stockage, la présence de matières dangereuses dans ces zones peut ne pas faire l'objet d'aménagements spécifiques du fait de la faible quantité de matières dangereuses et du caractère temporaire de la présence de celles-ci."</i>  L'inspection a effectivement constaté que les palettes contenant des aérosols présentaient des étiquettes oranges indiquant soit qu'elles venaient d'être réceptionnées, soit qu'elles portaient pour un magasin. Pour tester cette organisation, l'inspection a pris une palette au hasard à destination d'un magasin et a demandé à voir l'ordre d'expédition. L'exploitant a présenté l'ordre d'expédition qui était cohérent avec le contenu de la palette. Suite à cette visite et à l'explication de l'exploitant, l'inspection propose par conséquent de modifier les prescriptions techniques applicables en interdisant le stockage d'aérosols inflammables : suppression des rubriques 4320 et 4321, interdiction de stockages d'aérosols à l'exception d'aérosols en transit pour la préparation de colis et en imposant la mise en place d'un système permettant d'identifier directement la date de réception d'une palette d'aérosols et limitant la présence d'aérosols à 2 jours.  Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection s'est rendue en cellule 7, dans laquelle étaient stockés précédemment les aérosols inflammables afin de vérifier qu'ils ont été retirés. Lors de la visite, il a été constaté 14 cartons restant d'aérosols inflammables de marques febreze. L'exploitant a indiqué que ces aérosols restants doivent être un écart de stock non géré. L'exploitant a indiqué que ce stock ne ressort pas dans les systèmes de gestion de stocks de l'entrepôt. L'inspection a alors demandé à l'exploitant de retirer ce stock d'aérosols de la cellule 7 et de transmettre une confirmation. L'exploitant n'a depuis l'inspection transmis aucun élément démontrant que ces



aérosols ont été retirés de la cellule 7.

**Non-conformité n°3 :** Contrairement aux dispositions de l'article 7.3.3.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 et à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2023, l'exploitant stocke des aérosols inflammables en dehors d'enveloppe grillagée ou d'une cellule spécifique. Ce point de la mise en demeure n'est pas respecté, alors que le délai est échu.

**Type de suites proposées :** Avec suites et proposition de modification de prescription

**Proposition de suites :** Astreinte, Amende

#### N° 4 : Détection cellule ammoniac

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.14.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection cellule ammoniac

**Prescription contrôlée :**

Des détecteurs sont implantés et entretenus dans les zones à risque susceptibles d'être génératrices de gaz toxique, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques. Dans ces zones, l'exploitant définit des consignes d'exploitation spécifiques et prévoit les équipements de protection individuelle nécessaires pour intervenir en sécurité.

La détection d'ammoniac déclenche une alarme sonore ou lumineuse permettant d'avertir le personnel d'exploitation et de mettre en sécurité automatique de l'installation. L'alarme est reportée au poste de commandes.

Sans préjudice des dispositions prises en application du Code du Travail, l'exploitant fixe au minimum deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil de 500 ppm entraînant le déclenchement d'une alarme sonore et lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur, ainsi que la mise en rétention du local par fermeture de tampons résistants à l'ammoniac ;
- le franchissement du deuxième seuil de 1 000 ppm entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

Un arrêt d'urgence général est installé à l'extérieur du local à proximité de la porte d'accès. Il est également commandable depuis le local de commandes.

-----  
Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 décembre 2023 :

Conformément aux dispositions de l'article **L. 171-8** du Code de l'environnement, la société SCAPNOR implantée sur le territoire de la commune de Bruyères-sur-Oise, Chemin du Bac des Aubins, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté** les dispositions de l'article **7.5.14.2 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017** susvisé.

**L'exploitant devra transmettre les éléments démontrant la remise en conformité complète de son installation associée à la détection d'ammoniac.**

**Constats :**

Par courrier du 9 avril 2024, l'exploitant a indiqué avoir mis en place l'asservissement associé à la détection d'ammoniac avec les deux seuils :

- seuil de 500 ppm : déclenchement d'une alarme visuelle et sonore à l'entrée extérieure du local et à l'intérieur de la cellule 2 (adjacente au groupe froid) et mise en route d'une extraction d'air
- seuil de 1000 ppm : arrêt forcé de la machinerie

En revanche, l'exploitant indique ne pas avoir procédé au report de l'alarme au poste de commande, au Système de Sécurité Incendie (SSI) de l'établissement. L'exploitant précise que ce report au SSI sera réalisé dans le cadre des travaux d'extension de l'établissement (réalisation d'ici la fin d'année 2024 selon l'exploitant).

Pour la ventilation, l'exploitant a indiqué avoir rajouté un ventilateur d'extraction et un dispositif de mesure du débit d'extraction d'air. L'exploitant a présenté le bon d'intervention de la société CICR, intervention réalisée le 20 mars 2024.

Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de faire un essai de l'alarme en cellule 2 pour vérifier son efficacité. Toutefois, l'exploitant n'y était pas favorable. Il a été alors demandé à l'exploitant de présenter une notice technique de l'alarme en cellule 2 afin de confirmer l'existence et l'efficacité d'une alarme sonore dans le dispositif d'alarme vu en cellule 2.

Par courriel du 25 avril 2024, l'exploitant a transmis la notice de l'alarme confirmant le fait que ce dispositif présent dans la cellule est aussi alarme sonore. L'efficacité de cette alarme sonore pourra être testée lors d'une prochaine inspection.

**Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 7.5.14.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 et à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 décembre 2023, l'exploitant n'a pas installé de report de son alarme de détection d'ammoniac au poste de commandes. Ce point de la mise en demeure n'est pas respecté, alors que le délai est échu.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte, Amende